

- 1 cuve de refroidissement passivation de 92 m³ sur cuvette de rétention étanche.

- . Galvanisation à chaud par immersion dans un bain de métal fondu de volume > 60 m³".

289 1°

A

ARTICLE 2° :

Le 1er alinéa du paragraphe III de l'article 1er de l'arrêté préfectoral 80 530 du 25 MARS 1980 est modifié comme suit :

"Les installations seront aménagées conformément aux plans et indications techniques contenues dans la demande initiale et déclaration de modifications en date du 24 JUIN 1986, susvisée, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté".

reste inchangé

ARTICLE 3° :

Les paragraphes V - VI - VII et VIII de l'arrêté préfectoral 80 530 du 25 MARS 1980 sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

" V - L'établissement respectera :-les dispositions de l'instruction ministérielle du 26 SEPTEMBRE 1985 relatives aux ateliers de traitement de surface.

-les dispositions de l'instruction du 6 JUIN 1953 (JO du 20.06.53) relative aux rejets des eaux résiduaires sauf en ce qu'elles seraient contraires aux dispositions de l'instruction du 25 SEPTEMBRE 1985 précitée.

VI - Il sera admis que la cuvette de rétention à mettre en place pour les cuves 3 - 4 - 5 - 6 et 7 telles que décrites dans la déclaration de modification du 24 JUIN 1986 soit remplacée par le dispositif suivant :

- les parois intérieures et le fond des cuves seront étanches et résistants à l'action chimique des liquides contenus.

Des visites de ces parois seront effectuées semestriellement et leurs résultats consignés sur registre spécifique tenu en permanence à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

les cuves seront implantées sur un lit de sable drainant, de 0,5 m d'épaisseur minimale, piqué de 5 puits piézométriques au minimum destinés à détecter les fuites éventuelles.

Ces puits auront une profondeur minimale de 2 m comptée à partir du niveau inférieur des cuves et seront crépinés sur 3 m au moins. Ils seront répartis de façon à ce que chaque cuve soit à une distance inférieure à 6 m de 2 piézomètres.

Le diamètre des puits devra permettre la prise d'échantillons et tout pompage éventuel de liquide contenu.

Ces puits feront l'objet de visite mensuelle, dont les résultats consignés sur registre seront tenus en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

VII - L'installation de rejet des eaux résiduaires dans le réseau public sera pourvue d'une vanne d'isolation permettant à tout moment d'interrompre le passage de liquides vers l'égoût de la zone industrielle.

En outre, les effluents de l'établissement devront notamment respecter les valeurs limites ci-après :

pH compris entre : 6,5 et 9

Cr III : 3 mg/l

Cr VI : 0,1 mg/l

Zn : 5 mg/l

Fe : 5 mg/l

Métaux Zn + Cu + Ni + Al + Fe + Cr + Cd + Pb + Sn \leq 15 mg/l

Un dispositif de disconnexion entre le réseau public d'eau potable et le réseau privé sera mis en place.

VIII - L'exploitant devra fournir à l'Inspection des Installations Classées, dans un délai n'excédant pas 6 mois :

. Une étude des dangers que peut présenter l'installation en cas d'accident, notamment en ce qui concerne la pollution des eaux.

Cette étude justifiera les mesures prises ou à prendre propres à en réduire la probabilité et les effets.

. Une étude des rejets à l'atmosphère de l'installation en fonctionnement normal.

.../...

ARTICLE 4° :

Le paragraphe IX de l'arrêté 80530 du 25 mars 1980 est remplacé par ce qui suit :

"Les déchets produits par l'installation seront éliminés dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement et, en tout état de cause, dans des installations régulièrement autorisées au titre de la loi du 19 juillet 1976.

L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment. Pour les déchets justifiant d'une élimination spécialisée, notamment ceux appartenant aux catégories visées en annexe I du présent arrêté, les dispositions complémentaires suivantes seront observées :

"L'élimination fera l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. A cet effet, l'exploitant tiendra un registre retraçant au fur et à mesure les opérations relatives à l'élimination des déchets :

- origine, nature, quantité ;
- nom et adresse de l'entreprise chargée de l'enlèvement et date de l'enlèvement ;
- nom et adresse de l'entreprise chargée de l'élimination finale et mode de cette élimination.

Un état récapitulatif de ces données sera transmis en début de chaque trimestre à l'Inspecteur des Installations Classées, selon le modèle de déclaration joint en annexe II du présent arrêté.

Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets (notamment bordereaux de suivi des chargements de déchets visés par l'entreprise chargée de l'enlèvement et par le centre d'élimination) seront annexés au registre prévu ci-dessus et tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Dans l'attente de leur élimination, les déchets seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution.

Des mesures de protection contre la pluie, de prévention des envols ... seront prises.

Les stockages de déchets liquides seront munis d'une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité devra être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

En outre, les déchets liquides présentant une incompatibilité chimique entre eux ou dont le mélange, en cas de déversement accidentel, est susceptible d'engendrer une situation dangereuse, seront stockés dans des capacités de rétention distinctes.

Article 5 - Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 6 - Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

Article 7 - L'Administration pourra prescrire à toute époque toutes autres mesures qui seraient jugées nécessaires pour garantir la sécurité publique.

Article 8 - La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée et n'est pas interrompu par un recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique).

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Article 9 - Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la Mairie d'ECOUFLANT et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la porte de ladite Mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par M. le Maire d'ECOUFLANT et envoyé à la Préfecture.

Article 10 - Un avis, informant le public des prescriptions complémentaires sera inséré par mes soins et aux frais de M. le Gérant de la SARL GALVAMETAL dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 11 - Le texte du présent arrêté pourra être consulté à la Préfecture ainsi qu'à la Mairie d'ECOUFLANT.

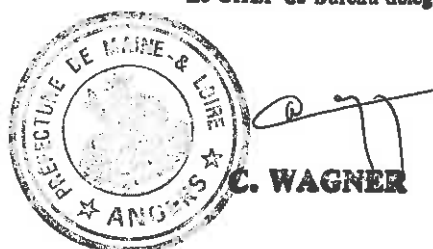
Article 12 - Ampliation du présent arrêté seraremise à M. le Gérant de la SARL GALVAMETAL avec un exemplaire des pièces du dossier dûment visées.

Article 13 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire d'ECOUFLANT, MM. les Inspecteurs des installations classées et M. le Lieutenant Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ANGERS, le 25 novembre 1986

Pour Ampliation
Le CHEF de Bureau délégué

Pour le Préfet, Commissaire de la République
et par délégation
Le Secrétaire Général



Philippe HUGODOT

Liste des catégories de déchets visés par le présent arrêté

I. - Les catégories ci-dessous, quelle que soit leur provenance industrielle :

- liquides, bains et boues acides non chromiques ;
- liquides, bains et boues alcalins, non chromiques, non cyanurés ;
- liquides, bains et boues cadmiés cyanurés ;
- liquides, bains et boues cadmiés non cyanurés ;
- liquides, bains et boues chromiques acides ;
- liquides, bains et boues chromiques alcalins ;
- liquides, bains et boues cyanurés ;
- autres liquides, bains et boues contenant des métaux non précipités ;
- solvants usés ;
- culots non aqueux de régénération de solvants halogénés ;
- culots non aqueux de régénération de solvants non halogénés ;
- huiles isolantes usées chlorées (y compris PCB, PCT) ;
- sels de trempe et autres déchets solides de traitement thermiques cyanurés ;
- autres sels minéraux résiduaire solides cyanurés ;
- acides minéraux résiduaire de traitements chimiques ;
- bases minérales résiduaire de traitements chimiques ;
- goudrons sulfuriques ;
- rebuts d'utilisation d'explosifs et déchets à caractère explosif ;
- fluides d'usinage aqueux.

II. - Tout déchet issu des industries de fabrication de produits pharmaceutiques, phytosanitaires et pesticides, et d'autres fabrications de la chimie fine.

III. - Les déchets issus d'autres activités de l'industrie chimique contenant les substances ci-après :

- composés minéraux arséniés ;
- composés minéraux mercuriels ;
- composés minéraux cadmiés ;
- composés minéraux d'autres métaux lourds ;
- composés minéraux cyanurés et dérivés ;
- peroxydes et autres produits instables ;
- dérivés halogénés cycliques ou aromatiques non hydroxylés ;
- autres halogénés non hydroxylés ;
- phénols et autres cycliques hydroxylés non halogénés, non nitrés ;
- chlorophénolés et autres cycliques hydroxylés chlorés ;
- nitrophénolés et autres cycliques hydroxylés nitrés ;
- autres dérivés organoazotés cycliques ou aromatiques ;
- dérivés organiques contenant du phosphore ou soufre ;
- organométalliques ;
- matières actives pharmaceutiques non citées avant ;
- acides organiques.

IV. - Les absorbants, matériaux, matériels et emballages souillés de l'une des substances listées ci-dessus au III, quelle que soit leur provenance industrielle.

Annexe 4.1
Déclaration de production de déchets Industriels

Entreprise productrice DENOMINATION : ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT PRODUCTEUR : COMMUNE : CODE POSTAL : TEL. :	Parade TRIMESTRE : ANNEE : FEUILLET N° :
N° SIRET : N° APE : Non de responsable : Signature :	

DESIGNATION DU DECHET	CODE (1) A C	(2)	Quantité en tonnes	ORIGINE DU DECHET (origine, fabrication) (3)	TRANSPORTEUR (4)	ELIMINATION (5)	
						DENOMINATION	MODE DE TRAITEMENT (6-7)

(1) Selon la nomenclature établie par le Ministère de l'Environnement

(2) Référence à l'identification

(3) Si le déchet émis est issu d'une opération de regroupement ou prétraitement, indiquer dans cette colonne les déchets des producteurs initiaux

(4) Désignation et localisation de l'entreprise : le cas échéant, indiquer les transporteurs successifs

(5) L'eliminatoire peut être :

- l'entreprise elle-même (traitement interne)
- une entreprise de traitement
- une entreprise de valorisation
- une entreprise de prétraitement ou de regroupement au sens de l'article 2 du présent arrêté

(6) On utilisera le code suivant :

- | | |
|---|---|
| Incinération sans récupération d'énergie
Incinération avec récupération d'énergie
Mise en décharge de classe I
Traitement physico-chimique pour destruction
Traitement physico-chimique pour récupération
Valorisation
Regroupement
Prétraitement
Epandage
Station d'épuration
Rejet milieu naturel
Mise en décharge de classe 2 | IS
IE
DC1
PC
PCV
VAL
REG
PRE
EPA
STA
NAT
DC2 |
|---|---|

(7) Indiquer au cas d'élimination interne : I ; élimination externe : E ; exportation : X